

Arguments pour la lutte sociale n° 11

du 24 juillet 2015

Solidarité avec les victimes du crime fasciste de Sürük!

L'horrible attentat de Sürük, en Turquie, résonne comme une réplique symétrique de la tuerie commise par le psychopathe fasciste Anders Breivik contre un rassemblement de jeunes social-démocrates, en 2011. Fasciste, l'un et l'autre.

A Sürük, furent visés des dizaines de jeunes qui s'apprêtaient à participer à la reconstruction de Kobane, ville syrienne kurde où les forces, masculines et féminines, du PYD (Parti de l'Union Démocratique, lié au PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan), ont bloqué l'avance des islamistes de Daesh, armés et financés par l'Arabie saoudite, le Qatar, et ... la Turquie.

La contre-révolution dans les pays arabo-musulmans veut annuler les victoires populaires qui en chassant en 2011 Ben Ali et Moubarak et en entamant la lutte contre Kadhafi, Saleh et el Assad, ces premières victoires populaires qui ont construit une mémoire définitive qui alimente et alimentera les luttes présentes et prochaines. Cette contre-révolution a le double visage de la dictature militaire façon al Sissi en Egypte, et de la réaction islamiste façon Daesh.

Son épicentre en même temps qu'un lieu de sa possible défaite est la Syrie, où les tortionnaires d'El Assad et ceux d'al Nosrah puis de Daesh ont pris en tenaille l'insurrection populaire armée.

Au Yémen, en Libye, en Irak et Syrie, la contre-révolution a donc pris le visage de la guerre. Daesh est son aile marchante. Pour les peuples qui aspirent à la démocratie sans corruption, pour les femmes, pour les prolétaires, pour tous les opprimés, ces guerres posent la question de leur propre organisation et de leur propre armement.

Dans toute la Turquie, des manifestations, associant kurdes et turcs, ont depuis cet attentat affronté la police, qui a tiré et assassiné à son tour. Dans toute la Turquie, se crie ou se soupçonne la complicité des islamistes raisonnables, modérés et embourgeoisés de l'AKP au pouvoir, et de l'appareil d'État militaro-policier turc, avec les islamistes délirants et extrémistes de Daesh.

La commotion ainsi produite en Turquie alimente la réflexion des exploités et des opprimés, de concert avec la Grèce voisine soumise à la néo-colonisation par l'entremise d'un premier ministre élu pour l'empêcher.

Elle accélère la crise de régime du gouvernement Erdogan, conduit à multiplier les opérations et incursions en Syrie.

L'indispensable cri de solidarité doit pour être efficace se prolonger dans un débat maintenant urgent, qu'aborde l'article ci-dessous, *Éléments de discussion après l'attentat de Sürük*.

Liberté pour Koltchenko et Sentsov !

En ce mardi 21 juillet 2015, commence en principe le procès d'Alexandre Koltchenko et de Oleg Sentsov (Oleh Sentsi'v) à Rostov sur le Don, en Russie.

L'un et l'autre étaient emprisonnés à Moscou depuis un an, et la délocalisation du procès dans une zone marquée par la mobilisation militaire en direction de l'Ukraine proche ne peut guère s'expliquer que par la crainte d'actions de protestations à Moscou : officiellement il s'agit d'assurer le "bon déroulement du procès". Tous deux subissent des conditions draconiennes et un mépris total des droits de la défense.

Koltchenko et Sentsov ne sont certes pas les seuls prisonniers politiques aujourd'hui en Russie, risquant la peine invraisemblable mais bien réelle, en 2015, de 20 ans de camp - hé oui, de camp, c'est comme ça que cela s'appelle encore - ou de prison. Citons aussi, parmi d'autres, et pour s'en tenir au cas de "prisonniers géopolitiques", le cas de Sergei Ilchenko, journaliste de gauche, arrêté en mars dernier par le KGB - hé oui, cela s'appelle ainsi - de Transnistrie après une manifestation de protestation contre le régime militaire de fait en place à Tiraspol.

Oleksiy Tcherniy et Guenadiy Afanassiev, arrêtés au même moment, déclarés «terroristes» dans la même affaire et ayant accepté de «coopérer» avec le comité d'investigation ont été condamnés à 7 ans de prison ... La peine requise contre Koltchenko et Sentsov serait donc aussi une punition pour ne pas avoir accepté le mensonge, ne pas avoir reconnu d'avoir posé des bombes près de statues de Lénine et voulu saboter des voies ferrées et des lignes électriques, ne pas avoir accepter de raconter qu'ils auraient préparé l'incendie des locaux du parti poutinien!

"Géopolitiques", ces prisonniers le sont puisque Koltchenko et Sentsov sont des ukrainiens de Crimée, ceci dit pas particulièrement férus du sentiment national, Koltchenko étant anarchiste. Alexandre Koltchenko, jeune postier, est probablement le militant anti-fasciste le plus connu de Crimée, que des néo-nazis avaient agressé voici quelques années. Ce que tous refusent c'est, quel que soit leur sentiment national voire leur absence de sentiment national, d'être traités comme des serfs attachés au sol, et c'est ce qui s'est passé avec l'annexion de la Crimée par la Russie. La Crimée n'a pas eu le loisir de s'autodéterminer: est-elle russe, ukrainienne, tatare, un peu de tout cela et d'autre chose? Ses habitants se sont trouvés, par une opération militaire flanquée d'un référendum douteux, transformés en "russes" avec le sol. Koltchenko et le cinéaste Sentsov, qui préparaient des manifestations pacifiques de protestation à Simféropol, ont alors disparu, en mai 2014. Kidnappés par le FSB, ils sont réapparus à Moscou.

<http://blogs.mediapart.fr/blog/vincent-presumey/241014/liberez-koltchenko>

<http://blogs.mediapart.fr/blog/vincent-presumey/080415/pour-la-liberation-d-alexandr-koltchenko-lhonneur-du-mouvement-ouvrier-en-france>

Ce sont des prisonniers d'opinion, et des prisonniers que l'on veut faire passer pour ce qu'ils ne sont pas : des fascistes. Aussi incroyable que cela semble, le FSB et l'appareil ju-

diaire russe ont monté un échafaudage, burlesque en d'autres circonstances, pour associer ces deux hommes à des projets d'attentats et les faire passer pour proches de l'extrême-droite ukrainienne. Laquelle, pendant ce temps, a pourtant agressé un rassemblement de défense de Koltchenko à Krivyi Ryiv :

<https://www.facebook.com/AvtonomOpir/photos/a.118046341694981.25264.118041585028790/453782548121357/?type=1>

Défendre Koltchenko et Sentsov, c'est défendre les libertés publiques, et c'est agir pour le type de militants qui met le doigt où cela fait mal : des antifascistes qui affrontent Poutine, des non nationalistes qui défendent le droit des peuples, des jeunes du XXI^e siècle qui portent l'avenir possible. Les défendre c'est ouvrir une brèche dans l'arbitraire, pour tous les autres.

C'est aussi, et ceci est fondamental, défendre **des hommes qui refusent le mensonge**. Ils ne sont pas fascistes, mais antifascistes. Ils ne sont pas russes, tout en n'ayant rien contre le peuple russe, mais ukrainiens. Ils ne sont pas des saboteurs et des incendiaires, mais des organisateurs de la protestation et de la résistance populaire et démocratique. Ils ne sont pas hommes de l'ombre et du secret dans lequel on les a mis, mais des citoyens du monde qui prennent la parole, la donnent, parlent, filment et donnent à voir.

Le type d'accusation et de montage "judiciaire" auquel ils sont confrontés hérite en ligne directe des procès de Moscou des années 1930. On retrouve toute la tradition : fascistes, saboteurs, asociaux, pyromanes ... Vaincre ce mensonge, c'est une nécessité humaine.

Toute victoire contre l'appareil du mensonge d'État renforcera le combat des exploités, des opprimés, partout.

Maintenant, un rappel: il y a 39 ans était libéré Leonide Pliouchtch, dissident ukrainien, communiste sincère traité d'anticommuniste, honnête homme mobilisé pour la liberté, mathématicien interné comme schizophrène asocial, mort en France voici quelques semaines. Cette bataille improbable avait été menée et gagnée par un Comité de mathématiciens, qui avait entraîné des forces politiques et syndicales françaises. L'un de ses promoteurs, Michel Broué, appelle aujourd'hui à la libération d'Alexandre Koltchenko.

Pourquoi ce qui était possible au temps de la guerre froide ne le serait pas aujourd'hui ? Il s'agit **de l'honneur** du mouvement ouvrier et démocratique français. Il s'agit aussi **de sa conscience** : c'est en agissant pour l'humanité, de façon internationaliste, à l'Est comme à l'Ouest, au Sud comme au Nord, c'est seulement ainsi qu'il joue son rôle.

La Ligue des Droits de l'Homme a pris position et ses responsables se sont engagés: https://www.youtube.com/watch?v=lftEcr_2aks. Les organisations anarchistes se mobilisent. Deux organisations syndicales nationales ont pris position (outre les CNT anarchistes), Solidaires et la FSU. Il faut bien dire toutefois qu'une chappe aussi forte qu'au temps de la guerre froide ralentit le développement de cette bataille démocratique. Le rideau de fer, malgré la liberté de voyager, est resté dans les têtes en raison de la griseaille qui s'est abattue ou qui est revenue sur les pays de "l'Est" - et de la suffisance trop fréquente à l'Ouest.

L'élément décisif pour gagner serait la prise de position et la mobilisation effective des confédérations syndicales nationales et internationales. Répétons-le, il ne s'agit pas que de Koltchenko, il s'agit aussi de l'honneur et de la conscience du syndicalisme.

Voici la liste à ce jour des organisations et individualités en France qui ont pris publiquement position:

Organisations signataires: Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme, Groupe de résistance aux répressions en Russie, Ukraine Action, Association des Étudiants Ukrainiens en France, Russie-Libertés, CEDETIM - Initiatives Pour un Autre Monde - Assemblée Européenne des Citoyens, Cosmopolitan Project Foundation, Action antifasciste Paris-Banlieue, Collectif Antifasciste Paris Banlieue, Mémorial 98, Union syndicale Solidaires, CNT-f, CNT-SO, Emancipation, FSU, FSU 03, CGT Correcteurs, SUD éducation, SUD-PTT, Alternative Libertaire, Ensemble! (membre du Front de gauche), L'Insurgé, NPA, Fédération Anarchiste, Critique sociale.

Personnalités appelant à la libération immédiate d'Alexandre Koltchenko et Oleg Sentsov:

Fred Alpi (chanteur-compositeur), Verveine Angeli (syndicaliste Solidaires), Stefan Békier (ancien activiste de l'opposition de gauche en Pologne, militant de Ensemble, membre du Front de gauche), Olivier Besancenot (NPA), Emmanuelle Bigot (commission internationale de l'Union syndicale Solidaires), Alain Bihl (professeur honoraire de sociologie), Michel Broué (mathématicien), Céline Bourdier (militante SNES-FSU et féministe), Sylvain Bourdier (élu municipal Front de Gauche à Commentry), Marco Candore (comédien et metteur en scène), Hélène Chatelain (cinéaste), Noam Chomsky (linguiste et militant), Jean-François Claudon (militant socialiste), Denis Collin (philosophe), Philippe Corcuff (maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon), Olivier Delbeke (syndicaliste CGT), Françoise Dumont (présidente de la Ligue des droits de l'homme), Stéphane Enjalran (secrétaire de l'Union syndicale Solidaires), Laurent Esquerre (commission internationale d'Alternative libertaire), Pascale Fautrier (écrivaine), Gérard Filoche (inspecteur du travail, membre du conseil national du Parti Socialiste), Désirée Frappier (auteure de bande dessinée), Alain Frappier (auteur de bande dessinée), Fabien Gallet (syndicaliste Solidaires), Dan Gallin (syndicaliste UNIA, et Global Labour Institute, Genève, Suisse), Armand Gatti (poète dramaturge), Dominique Gautrat (enseignante retraitée SNES-FSU), Serge Goudard (syndicaliste, Emancipation), Anne Guérin (journaliste et sociologue, membre de l'Observatoire international des prisons), Pierre Guillaumin (syndicaliste CGT), Laure Jinquot (L'Insurgé et syndicaliste FSU), Zbigniew Marcin Kowalewski (journaliste et chercheur), Alain Krivine (NPA), Lola Lafon (romancière), Jean-Pierre Leveray (écrivain), Joelle Losson (syndicaliste UNSA), Michael Löwy (sociologue), Jean-Marc Luneau (metteur en scène et enseignant), Christian Mahieux (commission internationale de l'Union syndicale Solidaires), Jan Malewski (rédacteur de la revue Inprecor), Jérôme Maucourant (économiste), Alexis Mayet (syndicaliste Unef), Frank Mintz (enseignant et historien), Ugo Palheta (sociologue), Irène Pereira (féministe, enseignante, philosophe), Christine Poupin (porte-parole du NPA), Vincent Présumey (syndicaliste, FSU Allier), Hugo Reis (secrétaire national de SUD-PTT), Théo Roumier (cosecrétaire national de Sud Education), Catherine Samary (économiste et militante altermondialiste), Patrick Silberstein (éditeur aux éditions Syllepse), Edith Soboul (secrétariat fédéral d'Alternative libertaire), Pierre Stambul (syndicaliste, Emancipation), Benjamin Stora (historien), Serge Utge-Royo (chanteur-compositeur), Raymond Vacheron (syndicaliste), Didier Wampas (chanteur-compositeur).

Deux rassemblement se sont tenus devant l'ambassade russe, un concert de soutien à Paris, des initiatives à Strasbourg, Marseille, Orléans, Moulins, Biarritz ... Les dons sont à envoyer à Solidaires, 144 boulevard de la Villette, 75019 Paris avec au dos du chèque la mention "Koltchenko".

<https://www.youtube.com/watch?v=-eH4ngvTBjc&feature=youtu.be>

<http://khp.org/en/index.php?id=1437479279>

<http://solidarityua.info/sud-nad-sentsovym-i-kolchenko-translyatsiya-mediazony-ob-novlyatsya/>

<http://ukraine2014.canalblog.com/archives/2015/07/21/32385595.html>

<https://www.youtube.com/watch?v=VWRvecVZwM0>

<http://www.svoboda.org/content/article/27142178.html>

<http://ukraine2014.canalblog.com/archives/2015/07/22/32390668.html>

Nous risquons de connaître une "sentence" dans les prochains jours ou semaines.

Qu'en ce jour les "juges" sachent que la lutte internationaliste ne s'arrêtera pas tant que Koltchenko et Sentsov ne seront pas libres.

Grèce: exigeons la libération des militants et syndicalistes emprisonnés par la police de Tsipras!

Les choses vont vite en Grèce. Le parlement a dû revoter sur 900 pages de textes envoyés dans la nuit, donc sans les avoir lues : il n'y a plus de parlement, et sa présidente, Zoé Konstantopoulou, qui a voté contre le soi-disant «accord», dénonce la fin de la démocratie parlementaire en Grèce. Quant au gouvernement remanié, c'est un gouvernement croupion dressé contre la population. Cela a commencé à se voir dès le 15 juillet. Cette nuit là les MAT, CRS grecs, envoyés par Tsipras, ont provoqué et agressé les manifestants. De nombreux policiers ont fait étalage de leurs liens avec Aube dorée : la police de Tsipras est infiltrée par Aube dorée. Et des militants ont été arrêtés : 17 en tout semble-t-il, dont deux responsables syndicaux, le secrétaire du Syndicats des employés de librairie d'Athènes Manthos Tavoularis, et Michalis Goudoumas, d'un syndicat de travailleurs de la petite enfance, tous deux membres de la coalition Antarsya et de l'organisation OKDE-Spartakos.

Pétition à signer avec les appels de la centrale du secteur public grec ADEDY et du cinéaste Ken Loach, ici:

<https://www.change.org/p/alexis-tsipras-abandonnez-toutes-les-poursuites-pesant-sur-les-manifestants-contre-le-nouveau-m%C3%A9morandum-arr%C3%AAt%C3%A9s-ce-mercredi-15-juillet-%C3%A0-ath%C3%A8nes-drop-all-charges-against-the-activists-arrested-in-the-anti-memorandum-demo-in-athens-on-july-15th>

Éléments de réflexion après l'attentat de Sürük

A propos du voile

Il faut le dire, les photos, nombreuses, le montrent : les cibles du crime de Sürük ont été, en très grand nombre, des jeunes filles aux visages épanouis. Comment le sait-on ? Parce qu'on les voit : elles n'ont pas de voiles.

Bien sûr, il y a des voiles traditionnels, et bien sûr, des actions communes contre l'exploitation sont toujours possibles avec des militants religieux, mais bien sûr aussi, l'internationalisme le plus élémentaire exige de comprendre que c'est à l'échelle mondiale que l'obligation du port du voile pour les femmes est un axe central de la contre-révolution au service du capitalisme et de l'impérialisme. Brider physiquement les femmes, c'est tétaniser toute la société. Et l'uniformité ainsi réalisée dans l'espace public convient parfaitement au fétichisme de la société marchande.

Depuis que les mollahs iraniens en ont fait l'axe central de la contre-révolution en Iran, dénommée «révolution islamique», pour tuer la vraie révolution prolétarienne qui a chassé le chah en 1979, le voile est, même si (surtout dans les pays occidentaux) beaucoup ne le comprennent pas, un emblème et *une arme physique* de la contre-révolution, arme physique par la double contrainte qu'il exerce, sur la femme voilée et sur les autres personnes humaines interdites de voir son visage ou ses cheveux.

Voiler toutes les femmes n'est pas le retour à une formation sociale mythique qui aurait existé sous les califes, où il semble bien d'ailleurs que le voile n'était absolument pas généralisé. C'est une pratique moderne, qui tient dans l'islamisme la place de l'antisémitisme dans le nazisme.

Revendiquer le port libre et «féministe» du voile - de ce voile là, hidjab, niqab, burqa, ou tchador chiite, ayant pour point commun de se référer à une doctrine sexuelo-religieuse misogyne, et pas des foulards traditionnels bien que la différence entre les deux soit parfois devenue confuse - même si cela peut être sincère, c'est participer à une entreprise contre-révolutionnaire mondiale.

Que dans les pays impérialistes occidentaux l'islam serait le marqueur identitaire de couches opprimées est partiellement - nous disons bien : partiellement - exact, mais ne change rien au contenu social des dogmes religieux en général et notamment en matière de rapports entre les sexes. De la même façon, les nations opprimées irlandaise ou polonaise se sont largement, dans des proportions d'ailleurs bien plus grandes que les couches prolétariennes issues de l'immigration en Europe occidentale, identifiées au catholicisme, mais ceci n'a pas rendu l'Église progressiste et a souvent bridé leur lutte.

De plus, les couches prolétariennes issues de l'immigration, dans la mesure où elles sont aussi liées aux pays de leurs racines culturelles, sont solidaires des révolutions arabes, et non de la réaction islamiste. Décréter que l'islam est forcément leur expression identitaire, c'est les mépriser de manière paternaliste en prenant la posture de leur défense.

Le fait que quelques milliers de jeunes désaxés, soit lumpen (du type «frères Kouachi»), soit intellectuels sans débouché (du type «ingénieur islamiste»), soutiennent Daesh, ne modifie pas cette appréciation générale. Le discours dominant de l'État, de la

droite, et de la gauche, fait d'ailleurs tout pour les y pousser : dans les années 1980, il fut proclamé par tous les médias que le «jeune de banlieue» devait être un «rappeur racaille» à la casquette mise de biais, aujourd'hui les mêmes lui assènent qu'il doit être fasciné par Daesh et qu'il doit «se radicaliser sur les réseaux sociaux». Ainsi l'aliénation suprême lui est présentée comme sa réalisation. Dans ces conditions très favorables, ce sont autant les limites que la diffusion du phénomène qui devraient être soulignées.

Le combat contre l'exploitation et l'oppression exige forcément que l'on combatte réaction et fascisme. La critique du voile ne signifie pas son interdiction et est tout à fait indépendante des velléités de l'État français de la V^e République à cet égard, qui a amorcé une législation spécifique envers l'islam, répressive d'un côté et intégratrice (en collaboration avec le CFCM et l'UOIF) de l'autre, législation qui est superfétatoire par rapport aux lois laïques des années 1880-1905 (laïcité scolaire, loi de séparation des églises et des cultes avec l'État, loi sur les associations), qu'il n'applique précisément pas ou contre lesquelles il multiplie les dérogations.

Mais la critique du voile et de ses fondements idéologiques sexualo-religieux est incontournable. Nous disons bien «critique du voile», par la discussion démocratique. Cette critique n'exclut pas, mais conditionne, le respect pour son interlocuteur, éventuellement son interlocutrice voilée. Le fait que la figure, si l'on peut dire, de la femme voilée, soit devenue, après avoir été lancée par la contre-révolution islamique, un thème de forces réactionnaires racistes et islamophobes, un objet de fixation, n'atténue pas la nécessité de cette critique, au contraire.

Et puis, pas de critique sociale sans critique des religions (1). Critiquer les religions ne veut d'ailleurs pas dire ni les mépriser, ni les détester: les religions sont passionnantes et s'interdire leur critique revient à s'interdire toute analyse des faits humains, et donc, en effet, toute critique sociale achevée. Au fait, le vrai texte «sacré» qui exhibe ce fantasme sexuel à l'encontre du visage et de la chevelure des femmes n'est pas coranique, ce sont les Épîtres de l'apôtre Paul!

(1) «... *la critique de la religion est la condition de toute critique*»: ces termes de Marx, au début de *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, ne sont précisément pas cités - alors que pratiquement tous les autres passages sur la religion de ce texte le sont - dans l'article de Gilbert Achcar, *Religion et politique aujourd'hui: une approche marxiste*, qui figure en tête du recueil récemment paru *Marxisme, orientalisme et cosmopolitisme* (Sindbad, Acte Sud, 2005) et qui est largement repris dans *Le Monde Diplomatique* de juin 2015 (ce passage est cité par ailleurs, p. 148 du même recueil). Pour l'auteur (p. 52), s'il faut (et il est tout à fait clair là-dessus, précisons-le), combattre frontalement l'intégrisme islamique (mais celui-ci n'est pour lui qu'un ensemble de courants rétrogrades, ne semblant donc pas avoir de composantes modernes au sens du fascisme), il faut «éviter de mener le combat sur le terrain de la foi religieuse» Et pourquoi donc ?

A propos de l'islamophobie et de son usage

Islamophobie : ce terme est entré dans l'usage, alors qu'il serait plus exact de parler de discrimination religieuse (à l'encontre d'une religion, et ayant elle-même souvent des motifs religieux), de même que l'interdiction de l'athéisme, du christianisme et des religions non musulmanes, ainsi que la discrimination des chiites, en Arabie saoudite, est une discrimination religieuse massive. La terreur contre une religion peut aller jusqu'au début de génocide : ainsi à l'encontre des chrétiens et des Yézidis dans la zone occupée par Daesh en Irak, ainsi envers les musulmans Rohingyas en Birmanie.

Les pays où l'islamophobie est la plus terrible envers les musulmans sont l'Inde, du fait des partis réactionnaires hindous actuellement au pouvoir, et la Birmanie, du fait de la réaction bouddhiste avec la complicité du prix Nobel de la paix Mme Aung San Suu Kyi. On remarquera que la situation des musulmans de Mumbaï et des Rohingyas de Birmanie, menacés massivement et physiquement, ne préoccupe guère les pourfendeurs de la sainte islamophobie qui, selon eux, domine toute la France surtout depuis le 7 janvier 2015 !

Ces derniers, «Indigènes de la République» et sphères influencées par eux, amalgament tout fait raciste à de l'«islamophobie», traitent toute victime du vieux racisme anti-arabe ou anti-basané comme si elle était, par définition, musulmane, et utilisent l'ambiguïté du terme pour qualifier de raciste sous la forme spécifique de l'islamophobie, toute critique de la religion et toute qualification de certains courants islamistes comme fascistes.

Ils refusent d'entendre que ceux-ci en présentent bien les traits caractéristiques: totalitarisme envers la société, destruction des organisations des salariés, financement par le grand capital via la rente pétrolière, recrutement de lumpens ou de membres désaxés de l'intelligentsia.

La laïcité est tenue par eux pour une religion séculière qui doit être combattue et réprimée car elle serait oppressive, raciste et «islamophobe» par essence. Dans leur théorisation l'islamophobie est un «racisme» dirigé contre une religion, et il est consubstantiel aux sociétés occidentales. On remarquera la symétrie parfaite entre cette idéologie et l'anti-islamisme des profondeurs du Front National, qui ont exactement la même vision de la «laïcité» depuis - et c'est récent - qu'ils ont adopté ce terme. Cette haine latente ou ouverte de la «laïcité à la française», construisant une image du «laïcard» transmise par le cléricalisme catholique, et appliquée à la figure de générations entières de militants ouvriers et démocratiques en France, est étayée par une idéologie dans laquelle, pour résumer, «la religion, c'est sympa», où ça peut être sympa.

Bien entendu, il existe une (fausse) laïcité d'État - qui en France privilégie l'Église catholique - et des courants, néoconservateurs et autres, que l'on peut qualifier d'islamophobes, notamment les tenants de l'idéologie de la «guerre des civilisations» qui influence manifestement le premier ministre M. Manuel Valls. Pour le courant «indigéniste», toute défense laïque doit leur être amalgamée.

Plus grave, les idéologues du PIR, suivis par une partie de l'intelligentsia de gauche et d'extrême-gauche, expliquent depuis janvier dernier qu'en France et dans certains pays occidentaux sévit un «philosémitisme d'État» (ils prennent bien soin de parler de philosémitisme et non pas de philosionisme) alors que, prétendent-ils, l'antisémitisme du premier vingtième siècle a disparu, et qu'en tant que boucs émissaires, les musulmans auraient remplacé les Juifs. Moyennant quoi il est donc compréhensible que les «jeunes des banlieues» - assimilés globalement à des «musulmans» en tant qu'opprimés ! - aient du ressentiment envers «les Juifs».

Les thèses du PIR et autres rejoignent ici parfaitement Soral et Dieudonné, quel que soit le grotesque verbiage surabondant et pédant qui les enrobe: il s'agit bel et bien d'une dérive idéologique fasciste, qui bénéficie de la sympathie ou de l'indulgence de certains secteurs militants et intellectuels à gauche et à l'extrême-gauche.

«La religion c'est sympa, le pape est cool, il n'y a pas besoin de blesser les gens religieux en critiquant les religions, surtout que souvent la religion c'est le combat contre l'oppression, en fait, car l'opium ça peut aussi faire rêver et inciter à la lutte, d'ailleurs

quand il s'agit de l'islam cette critique est raciste, ça s'appelle de l'islamophobie, critiquer le port du voile aussi, le voile féministe ça existe puisque certaines le disent, critiquer le voile c'est porter atteinte au corps des femmes et mettre en doute la parole des opprimés, heureux pourtant les simples d'esprit, les derniers seront les premiers, les frères Kouachi ont eu un geste malheureux qu'il faut condamner c'est vrai, mais enfin tout ce déchaînement islamophobe qui a suivi, c'est vraiment rance, tous ces laïcards, ces adeptes de la laïcité communautarienne à la française, ces endurcis contre les religions, ces petits blancs, ces rad-socs, ces francs-macs, ces lambertos (je crois pas en avoir jamais vu mais il paraît que c'était vraiment un truc affreux!), ils ont l'islamophobie dans le sang, ils ont le racisme dans leur gènes, et en plus ils sont philosémites, oh bien sûr l'antisémitisme c'est pas bien, mais ce n'est plus le problème aujourd'hui les Juifs ont un confort tranquille, et puis l'Etat est philosémite et on comprend quand même le ressentiment des jeunes dans les cités quand ils voient ça, un BHL et un DSK n'est-ce pas. ...»

Certains militants de gauche ou d'extrême gauche en sont pratiquement là, en toute «innocence» (et encore, je laisse de côté ici le cas, fréquent, où ces points de vue se combinent à la défense de «la Russie» contre «les nazis ukrainiens», par exemple, et à une vision complotiste des relations internationales ...). Or, cette pensée n'est pas seulement invertébrée. Puisse le choc de l'attentat de Sürük nourrir une prise de conscience parmi ces secteurs de la dérive qu'ils ont *bel et bien* amorcée ...

Vincent Présumey, 22 juillet 2015.

Il se passe quelque chose outre-Manche !

Dans notre bulletin du 14 mai dernier, nous commentions de manière pessimiste les résultats des élections parlementaires britanniques, tout en observant que le Labour avait pourtant progressé en voix et qu'en ajoutant celles-ci aux voix dispersées à gauche ou sur le SNP et le Green Party, on était devant les tories. Mais dans l'immédiat prévalait le coup de massue.

Cette situation est en train de changer, et semble-t-il rapidement, et ceci se cristallise autour d'un phénomène d'apparence inattendue, qui polarise l'attention et l'hostilité des médias : la percée exponentielle de la candidature d'un *old socialist* à la direction du Labour Party, Jeremy Corbyn.

Le siphonnage des bastions historiques originels du Labour Party par le SNP écossais avait produit, dans l'immédiat, un effet de sidération que la direction provisoire du parti soutenue par les médias et par la City entendait exploiter en annonçant que maintenant, il allait falloir terminer ce que Tony Blair avait commencé : couper tout lien entre Labour Party et mouvement ouvrier (ce qui contredit jusqu'à son nom, notons-le) en brisant avec les syndicats, tout en affaiblissant bien sûr ces derniers, dont le comportement poussif de vieux grognards envers la direction du Labour, bien connu depuis des années, laissait espérer qu'ils finiraient de se faire plumer sans réactions sérieuses.

Cela c'était donc le travail assigné par la City à l'appareil du Labour : finir le sale boulot de Tony Blair. Mais il était inséparable, comme une de ses composantes nécessaires, d'un travail plus vaste prescrit au nouveau gouvernement Cameron : là, c'est le sale boulot de Maggy Thatcher qu'il s'agit de finir. D'où le budget présenté au parlement, avec proportionnellement le plus faible niveau de dépenses publiques jamais connu par la

Grande-Bretagne depuis la seconde guerre mondiale, assorti d'une loi anti-grève. Les lois anti-grève de Thatcher sont pourtant déjà là ; par un tel projet, Cameron avoue que la remontée des luttes sociales l'angoisse. Son projet consiste à exiger que dans les votes postaux organisés avant toute grève légale depuis Thatcher, il faille désormais une participation d'au moins la moitié de l'ensemble du personnel, et, dans la santé, l'école, les pompiers, les transports, l'énergie et la sécurité aux frontières, 40% de la totalité du personnel pour qu'une grève soit légale ; en outre, l'embauche temporaire de remplaçants contre les grévistes, y compris dans les services publics, serait permise. La suppression des aides au logement, à l'enfance en difficulté, aux handicapés, dans les coupes annoncées, aurait des effets directs et rapides, comme en Grèce, en matière de santé, de misère et de mortalité, cependant que les impôts augmenteraient, uniquement pour le peuple, par la suppression de quasiment tout équivalent du quotient familial français.

La pression de la crise financière et économique, nullement terminée, et le fait qu'après la victoire des indépendantistes écossais la question de la forme même de l'État dans le Royaume-Uni doit être reprise en main, poussent Cameron à tenter des changements majeurs avant le référendum promis pendant la campagne électorale, sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne, d'ici fin 2017. Le premier ministre a précisé sa position début juin : il entend renégocier les conditions d'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, puis faire passer le Oui (maintien dans l'UE) au référendum. Au début des années 2000 c'était d'un éventuel référendum sur l'entrée dans la zone euro, envers laquelle le Royaume-Uni, signataire du traité de Maastricht, avait obtenu dans ce traité son option de retrait, dont il était question : on en est loin, la crise globale et la crise de l'Eurozone depuis 2008 étant passées par là. La renégociation demandée par l'impérialisme britannique se combinera évidemment aux évolutions de la crise de l'Eurozone, et des relations entre impérialismes allemand et français, telle qu'elle a rebondi à propos de Grèce. Mais pour la City et l'exécutif londonien il y a des échéances : il leur faut avoir tué la reprise de combativité du monde du travail et de la jeunesse d'ici au référendum, sous peine de ne pas maîtriser un possible éclatement géopolitique de l'ensemble britannique. Ce qui nous ramène à cette double nécessité pour le capital : finir le sale travail de Thatcher dans le pays et finir le sale travail de Blair dans le Labour, maintenant.

Pas si facile !

Tout d'abord, à la base, le sentiment d'une défaite scandaleuse, absurde et inacceptable s'est dégagé rapidement de la consternation initiale et de puissantes mobilisations contre les coupes ont repris, culminant dans une manifestation londonienne de centaines de milliers de travailleurs mi-juin, avec une combativité radicale, disant vouloir en finir avec l'austérité et revenir sur tout le sale boulot de Thatcher - l'exact inverse du programme du capital et de Cameron. Toute la base du Labour, y compris ces «classes moyennes» supposées approuver le blairisme, sont dans cet état d'esprit car elles voient bien ce que signifie, pour elles et leurs enfants, ce qu'annonce le gouvernement. Mais comme pour finir le sale boulot de Thatcher il faut aussi finir celui de Blair, justement, la direction du Labour a entrepris de ne pas s'opposer aux projets de Cameron et de s'abstenir au parlement. Directive qui a été refusée par 48 députés qui ont, eux, voté Contre, soit sincèrement soit qu'ils tiennent à leur réélection future. Alors que les médias expliquent que pour être élu il faut dériver toujours plus à droite, c'est le contraire qui se manifeste là.

C'est dans ce contexte qu'a démarré la campagne interne pour réélire un porte-parole national après la démission de Milliband. Le dispositif en place semblait devoir conduire en douceur, dans une relative indifférence de la base se désintéressant désormais de qui avait

un jour été son parti, à l'étape suivante de la droitisation. Une importante réforme statutaire du parti avait en effet été mise en place sous Ed Milliband, début 2014 : à la désignation du leader par un collège triple (parlementaires, sections locales, syndicats) était substitué le principe «démocratique» «un adhérent-une voix», les candidats devant avoir le parrainage de 15% des députés, ce qui théoriquement mettait fin au lien organique entre le parti et les syndicats qui l'ont historiquement fondé. Après que les médias aient présenté comme le candidat idéal pour les adhérents éperdus un ancien militaire, Dan Jarvis, et son retrait, trois candidats émergeaient, tous grosses mises dans la filiation «new labour» issue du blairisme : Andy Burnham, apparaissant comme favori, Yvette Cooper et Liz Kendall. Et surgit Jeremy Corbyn, député largement réélu de la banlieue de Londres depuis 1983.

Le fait même qu'il puisse être candidat fut la première surprise. S'il est trouvé assez de députés pour le parrainer, c'est en raison du profond malaise provoqué par le refus de la direction du parti et du groupe parlementaire de s'opposer à la nouvelle étape de l'austérité. En outre, sur la question du référendum à propos de l'UE, alors que les trois autres candidats se prononçaient a priori pour le vote Oui (au maintien dans l'UE) et à un alignement de fait sur Cameron, Corbyn appelait, tout en tenant un discours assez classique sur une «Europe sociale», à ce que ce soit le monde du travail qui s'empare de cette question et y mette son contenu à lui, en ne laissant pas la City d'un côté et l'UKIP de l'autre occuper tout le terrain.

La seconde surprise fut l'engouement d'une partie des éventuels électeurs en sa faveur : même s'il n'est pas (ou pas encore ?) en tête, le système du vote unique transférable semble le favoriser. Là, force est de constater que le dispositif mis en place pour casser le lien avec les syndicats s'est retourné en son contraire, et qu'on ne casse pas si facilement un tel lien : le principal syndicat affilié, UNITE, issu de la fusion de nombreux vieux syndicats du secteur privé et regroupant plusieurs secteurs industriels, syndicat depuis des années exemplaire de cette manière de «maugréer sans résultats» envers le Labour, a décidé de soutenir Corbyn en appelant ses adhérents à payer les 3 livres d'adhésion individuelle pour pouvoir voter. De sorte que l'opération « primaire pour noyer le vieux Labour» pourrait se transformer en «primaires pour reconquérir le Labour». Et des secteurs de la «vieille gauche» ou de l'extrême-gauche, malgré tout ce qu'ils peuvent avoir à reprocher à Corbyn pour de bonnes ou de mauvaises raisons, se passionnent soudain pour ce qui pourrait arriver et veulent y participer.

Le résultat sera en principe connu le 12 septembre. D'ici là, le spectre qui s'est réveillé derrière Corbyn pourrait avoir été conjuré, on verra. D'ores et déjà, ce qui s'est produit est important. D'ores et déjà d'ailleurs, des rumeurs de scission si jamais il gagnait circulent. Car à une date aussi tardive et après tant d'années, ce n'est pas simplement à une tentative de réveil de l'*Old Labour*, contre le *New Labour*, que l'on assiste, mais à une poussée vers une issue politique, une prise en main des questions sociales, politiques, institutionnelles, fondamentales, par la classe ouvrière elle-même, la plus vieille du monde qui nous fait un coup de jeune.

Suivez nos publications :

<https://aplutsoc.wordpress.com/>